

REFUSONS UNE POSTE PRIVATISÉE !



Avec le soutien de la LCR et d'Olivier Besancenot

Depuis des années, l'Etat et les gouvernements successifs n'ont eu de cesse d'accélérer la privatisation rampante de la Poste. La recherche de la rentabilité à tout prix s'est traduite par la fermeture de milliers de bureaux de poste, la réduction des effectifs et l'allongement des queues devant les guichets, la précarisation croissante des personnels. Près de la moitié des salariés de la Poste n'a déjà plus le statut de fonctionnaire.

Le gouvernement veut maintenant frapper un grand coup : après l'ouverture à la concurrence, la Poste devrait désormais changer de statut. C'est le préalable à l'ouverture du capital et à une privatisation pure et simple.

Salariés-usagers, tous ensemble pour faire reculer le gouvernement !
Une première journée de grève aura lieu le mardi 23 septembre.



La logique du privé est incompatible avec l'intérêt du plus grand nombre

La Poste qui cherche à dégager des profits pour être privatisée à de meilleures conditions a hélas déjà oublié les contraintes du service public. Mais, après l'ouverture du capital, ce sera bien pire. Quel investisseur privé acceptera de participer financièrement au maintien de bureaux de poste dans

les zones rurales ou dans les quartiers populaires ? La Poste devra en priorité répondre à un objectif : distribuer des dividendes aux actionnaires. Pour cela, les recettes sont connues : annoncer des bénéfices toujours plus importants, des suppressions d'emplois toujours plus massives, filialiser, soustraire, employer du personnel toujours plus précaire, toujours plus flexible. Les bureaux jugés non rentables seront fermés. La Poste aura une démarche encore plus commerciale

au mépris des besoins des usagers. Les grandes entreprises seront encore davantage privilégiées au détriment des particuliers pour qui les tarifs vont monter au nom du coût réel.

La logique du profit est incompatible avec une mission de service public

Le service public consiste à rendre le même service quel que soit l'endroit où habite les usagers et quels que soient

leurs revenus, en permettant à chacun, non seulement de recevoir du courrier et les minima sociaux, mais également d'ouvrir un compte bancaire ou d'épargne, ce que les banques refusent généralement lorsque les revenus sont trop faibles. Ce sont ces missions, utiles à la population, qui seront sacrifiées au profit de contrats plus juteux avec les entreprises, en pressurant un peu plus au passage les salariés de la Poste. **A l'échelle européenne, les Postes qui ont ouvert leur capital ont supprimé plus de 200 000 emplois.** Les pertes de statut, de droit à la retraite, ont accompagné la "libéralisation". Au Danemark et en Suède, les postes ont prévu de fusionner. Ce sont deux sociétés dont la danoise est détenue par un fond anglais. Post Danmark avait déjà fusionné il y a 2 ans avec

la poste belge avec comme conséquences la suppression de 477 bureaux et de 20 % des emplois. En Suède, le courrier est déposé dans des relais, la distribution au domicile est devenue un service payant.

Vitry n'échappe pas à la politique de la direction de la Poste

Suppression de tournées ou augmentation de leur longueur, quartiers à découvert certains jours...

La rénovation des bureaux de Vitry centre, et du 8 Mai n'ont apporté aucun progrès sérieux ; les queues au guichet sont toujours aussi longues, alors que l'intensification du travail y est permanente ; les plages d'ouverture diminuent au Moulin Vert. La politique de flux tendu a même conduit un soir de juin, à la fermeture du bureau de PVC avant l'horaire normal faute de personnel !



La privatisation ne peut qu'empirer cette situation déjà très dégradée !

Le 23 septembre est l'occasion pour que toutes et tous, ensemble, avec le soutien des usagers, on commence à construire le rapport de forces qui permettra de faire reculer le gouvernement.



Web : <http://lcrvitry94.lautre.net>

e-mail : npa@lcrvitry94.lautre.net

Tél : 06 18 20 91 57

Retrouvez-nous sur les marchés de Vitry, les samedis et dimanches de 10h à 12h